

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République, et de M. Janos Kadar, Premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier hongrois, Paris, Palais de l'Élysée, mardi 16 octobre 1984.

Mesdames et messieurs,

- Le Premier secrétaire du Parti Socialiste `Hongrois, M. Janos Kadar, achève cet après-midi un voyage de deux jours en France, où je l'avais convié. Ce voyage officiel lui a permis de rencontrer, ou lui permettra encore de rencontrer les principaux responsables de la vie politique en France et notamment, indépendamment de ses rencontres avec moi, M. le Premier ministre `Laurent Fabius`, M. le Président du Sénat `Alain Poher`, tout à l'heure M. le Président de l'Assemblée nationale `Louis Mermaz`, et divers représentants soit des forces politiques, soit des forces économiques, puisque cette conférence de presse sera suivie aussitôt d'une rencontre de M. Kadar avec les responsables du patronat français.

- Au-cours des entretiens que j'ai eus avec lui, hier, dès son arrivée, suivis d'un déjeuner, ce matin, entretiens personnels et en tête-à-tête, suivis d'entretiens élargis avec plusieurs ministres, puis de nouveau cet après-midi devant vous, nous avons pu, naturellement, échanger de multiples points de vue sur la politique internationale de façon générale, sur les problèmes européens et sur les relations bilatérales entre la Hongrie et la France.

- Sur de nombreux points qui sont fort importants nous avons marqué notre accord. L'analyse des causes - positions de nos pays dans les divers systèmes d'alliance, situation géographique, histoire,- fait que les prises de position de la Hongrie et de la France ne peuvent pas être identiques en tous domaines, mais il n'en reste pas moins que l'éventail est large des problèmes sur lesquels ces deux pays se sont aisément rencontrés. C'est personnellement la quatrième fois que j'ai l'occasion de débattre avec le Premier secrétaire, M. Janos Kadar, je me suis rendu à deux reprises en Hongrie, ce qui signifie que nous avons l'un de l'autre une approche qui facilite aujourd'hui nos échanges.

- Sur le -plan bilatéral on a constaté depuis 1982, date de mon voyage là-bas, des progrès, notamment sur le -plan culturel, sur le -plan économique aussi. Des progrès qui méritent d'être consolidés car nous partons d'un niveau très modeste. L'orientation de nos deux pays depuis le siècle dernier et même au-delà, ne nous a pas conduits du même côté de l'Europe, quelles qu'aient été les situations politiques et économiques intérieures. Cela ne nous a pas empêchés de continuer cette construction des relations franco - hongroises.\

Sur le -plan culturel cela est tout à fait net, encore que ce ne sera que par la connaissance des langues. La Hongrie a fait un très bel effort pour l'enseignement du français, très notable, particulièrement remarquable si on la compare à beaucoup d'autres pays.

- En France, nous avons renforcé les traditions de la littérature hongroise, conformément aux engagements que nous avons pris, d'au moins dix livres de divers genres littéraires devant être traduits en langue française. Ce que nous avons obtenu des sociétés des maisons d'édition. Sans oublier les très nombreuses manifestations de toutes sortes et visant tous les arts, tous les modes d'expression qui nous montrent que nous sommes engagés sur une voie très riche car il y a beaucoup à apprendre de l'histoire, de l'esthétique et du comportement du peuple hongrois.

- Je crois pouvoir dire que ces rencontres ont été fructueuses, enrichissantes des deux côtés, nous avons l'intention de les continuer. J'ai souhaité à M. Janos Kadar le meilleur accueil possible. Je crois que cet accueil lui a été réservé conformément aux sentiments que nous avons à l'égard de notre hôte et de son pays et lorsqu'il nous quittera, j'espère qu'il gardera un bon souvenir de la France.

- Quand au fond des problèmes, nous attendons que vous ayez posé des questions qui vous paraîtront utiles pour les aborder.

- Je vous remercie.\

QUESTION.- Comment voyez-vous, monsieur le Président, le développement des relations économiques entre la France et la Hongrie sur la base des entretiens que vous venez d'avoir avec M. Kadar ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons d'abord parlé de ce qui existait. C'est-à-dire, du côté français notamment, des exportations agro-alimentaires et nous avons évoqué également certains aspects d'implantation d'usines, fonctionnant à l'heure actuelle en Hongrie.

- Du côté hongrois, on a, au cours de ces dernières années, marqué de très réels progrès dans la fabrication d'objets, notamment électroniques. La France a de plus en plus accru ses achats, parce qu'à l'heure actuelle, il y a presque un équilibre, mais légèrement à l'avantage de la Hongrie. Cela ne nous paraît pas suffisant, même si c'est une innovation que d'avoir voulu que ces échanges répondent à des formes structurelles.

- Tenez, par exemple le tourisme, c'est une industrie. Nous avons constaté qu'il y avait quelque 13000 Hongrois qui étaient venus en France, parmi lesquels beaucoup qui sont venus pour des raisons de travail. Et que, du côté français, cette année, vers la Hongrie, il avait été encore un peu moindre. Alors que la Hongrie est un très beau pays, très riche de culture, d'art, de paysages agréables pour les touristes, en même temps que des sites naturels pour les vacances.

- Et puis les villes, comme les villages avec leurs musées et leur art vivant, peuvent être des lieux d'attraction tout à fait remarquables. Je ne vais pas faire la description de ce que la France peut offrir aux Hongrois. Peut-être y a-t-il une certaine méconnaissance de ces choses. Et dès que l'on saura cela davantage en France, peut-être y a-t-il une certaine méconnaissance de ces choses, aussi en Hongrie, alors nous sommes assurés que les échanges se multiplieront. Voilà quelques éléments sur lesquels nous avons insisté.

- Comme je le disais, ce sont des échanges modestes. Ils sont en progrès & ils sont encore trop faibles. Il y a capacité hongroise industrielle et agricole très intéressante. Quant à la France, elle dispose d'une panoplie de productions qui peuvent intéresser la Hongrie. Et je le répète, à la fois sur des technologies avancées et sur l'agro-alimentaire.\

QUESTION.- Au sujet de Jacques Abouchar, le journaliste emprisonné en Afghanistan, êtes-vous intervenu auprès de M. Kadar ?

- LE PRESIDENT.- Mais, madame, la Hongrie n'est pas directement concernée par les affaires de l'Afghanistan. C'est-à-dire que lorsque la France a besoin de traiter ce problème elle ne passe pas par la Hongrie. Bon, si la Hongrie peut être utile, grâce à vous, je suis sûr que M. Kadar s'empressera de transmettre auprès des autorités afghanes, pour contribuer à la libération de ce ressortissant français, ce que je souhaite moi-même.

- QUESTION.- Dans ce cas, que fait actuellement le gouvernement français sur cette affaire ?

- LE PRESIDENT.- J'en parlerai une autre fois, cela ne concerne pas M. Kadar. Le gouvernement français a fait tout ce qu'il devait faire.

- QUESTION.- Etes-vous prêt à intervenir personnellement ?

- LE PRESIDENT.- Mais, madame, tout cela a déjà été fait ... quand le ministre intervient, c'est moi qui intervient ... Je n'imagine pas que le ministre des affaires étrangères qui est très actif dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, va le faire sans en informer le chef du gouvernement et le Président de la République.\

QUESTION.- Monsieur le Président, pour votre premier voyage en Europe de l'Est, vous avez choisi de vous rendre en Hongrie et M. Kadar est le premier responsable de si haut rang d'un pays d'Europe orientale à venir à Paris depuis que vous êtes arrivé au pouvoir. Alors, je voudrais

savoir si vous y attachez une signification particulière, si la Hongrie avait un rôle disons "d'interlocuteur privilégié" ?

- LE PRESIDENT.- Ce serait beaucoup dire. Cela ne résulte pas d'une théorie ni géopolitique, ni idéologique. Cela résulte d'une circonstance qui veut que la Hongrie et ceux qui représentent ce pays et celui qui la représente au premier rang ont marqué beaucoup d'ouverture, un intérêt pour la France en même temps que l'évolution économique de leur pays marquait certaines avancées très intéressantes. Cela dans plusieurs domaines : économique, système politique qui, naturellement, obéit à un type de société dont l'économie est connue de vous. Mais cette ouverture a été comprise par nous et a fait qu'en réalité sans que cela eût résulté d'un plan concerté, c'est bien ce pays-là qui nous est apparu comme celui qui pouvait en premier lieu servir de relations permanentes entre les deux parties de l'Europe, ce qui n'exclut aucunement les autres. Je suis invité à me rendre en Roumanie déjà depuis longtemps et j'irai en Bulgarie, j'irai sans doute en 1985. Rien d'exclusif contre personne. En fait, je pense que les dispositions d'esprit de M. le Premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier hongrois et de la France ont fait que les choses se sont passées ainsi. J'ai été convié à Budapest il y a maintenant d'assez nombreuses années. M. Kadar passant à Paris dans d'autres visites faites à mes prédécesseurs a bien voulu chaque fois me convier à venir le visiter, j'agis de même avec lui. Je suis très heureux de le recevoir maintenant. C'est un signe ou un signal si vous voulez.\

QUESTION.- Ma question s'adresse au Premier secrétaire comme au Président de la République si l'un et l'autre veulent bien répondre. Des entretiens comme ceux qui viennent d'avoir lieu doivent-ils, peuvent-ils déboucher sur une action diplomatique commune et, dans ce cas, laquelle ?

- LE PRESIDENT.- Si vous permettez que je laisse à M. Kadar le soin de conclure cette question, nous nous rencontrons déjà sur plusieurs scènes internationales, par exemple, pour tout ce qui résulte d'Helsinki `CSCE`, en-particulier Stockholm. Nous sommes deux pays, comme on l'a déjà dit, qui se trouvent dans deux systèmes d'alliance et qui, cependant, ont toujours établi un excellent contact pour essayer de faire avancer les mesures de confiance, pour que ceux qui ne se parlent pas ailleurs puissent se parler là, pour que ces conférences s'achèvent sur des résultats positifs et pas simplement sur la querelle ou l'ignorance l'un de l'autre. Je dois dire que la Hongrie, de son point de vue, par-rapport aux intérêts qui sont les siens, par-rapport à ses choix, comme la France, pour laquelle je pourrais faire les mêmes observations, ont eu des démarches tout-à-fait complémentaires et cela m'autorise à penser qu'il est un vaste champ où nous pouvons agir ensemble.

- Je voudrais vous donner un deuxième exemple, l'armement dans l'espace ou bien la guerre chimique et bactériologique. Il se trouve que nos deux pays ont adopté des positions qui sont proches l'une de l'autre, pour éviter que la course aux armements ne pénètre dans ces domaines ou ne remette d'actualité ce qui, dans les deux guerres précédentes a paru suffisamment terrifiant pour que des dispositions internationales créent une sorte de droit. Nous voudrions bien que, sur le -plan nucléaire, notamment, l'espace soit, autant que possible, préservé. Nous voudrions bien que l'on ne recherche pas la destruction de l'autre, l'homme toujours, en tout cas, par les moyens chimiques et bactériologiques. Ce n'est pas suffisant, sans doute. Nous n'avons pas les mêmes analyses sur le processus qui s'est déroulé en Europe dans le surarmement des fusées SS 20, Pershing, etc... On le sait bien mais nous sommes d'accord pour estimer que la négociation sur le désarmement doit reprendre et qu'elle doit reprendre pour aboutir au niveau d'armement, avec tout ce que cela signifie d'un côté et de l'autre, le plus bas et la France est tout à fait engagée dans cette voie. Elle qui est une puissance nucléaire n'hésite pas à dire qu'il est indispensable de reprendre cette conversation et que les pays les plus responsables, qui sont les deux partenaires pour l'instant de Genève, le cas échéant en élargissant le champ de leurs investigations, parviennent ou, tout au moins, recherchent un accord.

- Voilà déjà trois terrains solides sur lesquels nos démarches, pour n'engager que chacun de nos pays, n'en sont pas moins correspondantes, au point que lorsqu'on se trouve dans des enceintes internationales ensemble, le dialogue est facile.\

QUESTION - Monsieur le Président, à la lumière des rencontres qui ont eu lieu entre M.

QUESTION.- Monsieur le Président, à la lumière des rencontres qui ont eu lieu entre M.

Gromyko et les responsables américains, je me demande si vous pensez ou vous avez l'intention de reprendre des initiatives pour relancer le dialogue Est-Ouest ?

- LE PRESIDENT.- A ma connaissance, ce sont les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Soviétique qui se trouvent ou qui se trouvaient face à face à Genève et c'est à Genève, pour certains types d'armes ou d'armements, que ces deux puissances avaient conçu le projet d'aboutir à une limitation de surarmement pour envisager ensuite une réduction des armements. Elle n'engage qu'elle-même mais elle représente de grandes forces. Leur action est donc déterminante pour la paix du monde. Il est très délicat de s'insérer dans une négociation à laquelle on n'appartient pas, à laquelle on ne prétend pas appartenir et de distribuer des conseils. Donc je crois que si l'on veut faire entendre notre voix aussi bien à Moscou qu'à Washington, c'est pour dire "reprenez le dialogue, reprenez-le en vous fixant pour objectif d'aboutir à un début de désarmement, dans des conditions contrôlées, équilibrées, équitables. Sans doute aurez-vous des difficultés à vous limiter à l'objet de vos investigations passées à Genève. Alors, élargissez le champ de vos négociations aux différents types d'armements nucléaires". J'ai moi-même dit, devant les Nations unies, que les autres puissances nucléaires qui, pour l'instant, à ma connaissance, sont la Chine, la Grande-Bretagne et la France, pourraient être intéressées par cette négociation mais je ne suis pas demandeur. Avant de songer de demander à ces pays de réduire leur armement comme cela s'est fait dans le passé, quand on connaît la différence de potentiel de part et d'autre, soyons sérieux, que les deux plus grandes puissances commencent par donner l'exemple. Mais dans ses relations avec Washington comme avec Moscou, la France tient toujours le même langage et invite l'un et l'autre à surmonter leurs oppositions ou leur méfiance pour ouvrir le dialogue. Des circonstances de politique extérieure ou intérieure, vraisemblablement, ont retardé cette échéance, je souhaite qu'elle se rapproche. J'espère même une fois passées les échéances électorales, les problèmes qui pourraient se poser ici ou là au sein des directions, que les deux partenaires se retrouvent vraiment.

- Il leur restera à traiter de leurs affaires qui sont les affaires mondiales pour eux-mêmes en évitant de décider pour autrui, enfin en commençant par eux. Et si autrui devait être mêlé à ces conversations, ce serait, bien entendu, parce que nous l'aurions accepté. Nous n'en sommes pas là.\

QUESTION.- Monsieur le Président, puisque nous parlons beaucoup de paix, pouvons-nous avoir votre réaction au choix de Monseigneur Tutu comme Prix Nobel de la Paix ?

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce que j'ai à exprimer ? Je n'ai rien à exprimer, je trouve excellent que le Prix Nobel aille vers des gens qui se consacrent à la paix. Je n'ai pas d'opinion à exprimer en dehors de cette opinion banale, très banale.\

QUESTION.- Pour revenir un peu à l'avant-dernière question, comment vous recevez la proposition de six chefs d'Etat et de gouvernement comme Mme Indira Gandhi proposant une sorte de sommet des cinq grandes puissances membres du (inaudible).

- LE PRESIDENT.- J'ai toujours encouragé ce genre de contact. Lorsque Mme Gandhi a organisé en marge de la session de l'ONU à laquelle je participais, une sorte de conférence de travail entre de très nombreux pays, généralement du tiers monde, à laquelle était invité un pays comme la France, j'y suis allé. C'est dire que j'ai toujours non seulement accepté pour la France d'y participer et j'accepterai de nouveau si cela m'est proposé et j'avais, lors du dernier sommet de Londres insisté, exprimé le souhait, en tout cas, que Mme Gandhi qui l'avait espéré, pût avoir un débat avec les pays industriels en question. Cela va tout à fait dans le sens de mes préoccupations.\

QUESTION.- Je voudrais poser la question à M. François Mitterrand en tant qu'auteur. Nous avons lu ses livres, ses chroniques, j'aimerais maintenant, en tant que chef d'Etat. Est-ce que vous avez du temps et la possibilité d'écrire de tels livres, de telles chroniques et si oui, sur ces deux journées qu'est-ce que vous auriez écrit ? Est-ce que vous pourriez nous dire, en bref ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas beaucoup de temps pour rédiger. Quand il m'arrive d'écrire à fin de publication, j'y prends un grand soin. Je suis très attentif à rechercher les origines, la bibliographie, je m'efforce d'être aussi précis que possible. Et puis, je m'efforce aussi d'écrire en

français. Et cela mérite réflexion, temps d'écriture, toutes choses dont je ne dispose pas beaucoup - du moins pour cela - je consacre cette réflexion et cette écriture à autre chose. Je vous dirais tout de suite qu'il arrive que j'aie très envie d'écrire une chronique et de la publier, non pas par manie ou par nostalgie à l'égard du temps où je pouvais le faire, mais quand ce ne serait que pour donner mon point de vue avec la liberté de ton qui m'est propre. Bref, il m'arrive souvent de me retenir. Qu'est-ce que j'écrirais là, justement, ça c'est une improvisation parlée. Vous savez que le style écrit et le parlé ont quelques différences.\

Je crois que je réfléchirais sur la signification singulière de la Hongrie dans l'histoire, plus ancienne et contemporaine. On ne peut pas employer d'autres termes pour la Hongrie que "originale", destin singulier, destin d'un peuple seul, entouré largement de peuples slaves, ayant fait partie intégrante d'un ou de plusieurs empires, peuple peu nombreux mais cohérent, homogène, doté d'une langue qui lui est également propre et donc d'une culture, qui ne peut être en rien assimilée, ni aux civilisations germaniques, ni aux civilisations slaves, ni à l'ancienne civilisation turque et naturellement ni aux langues romanes, ni aux civilisations occidentales.

- Gérer un destin quand on est dans cette situation, cela suppose de la constance, de l'énergie, du courage. La Hongrie a été, il faut le dire, frappée très durement au lendemain de la première guerre mondiale et c'est ainsi qu'elle a dû ramasser toutes ses forces toujours à côté de voisins plus puissants, parce que plus nombreux, ayant plus de richesses naturelles. Et pourtant ce pays est là, il est bien vivant, il représente un certain type de société qui reste original, particulier et qui le rend particulièrement intéressant aux yeux des Occidentaux, tout en restant engagé dans sa ligne. C'est-à-dire les qualités de la Hongrie qu'elle puise dans ses ressources populaires, ses capacités de durer, donc d'affronter, de se défendre, de garder son identité à une époque où tant d'individus et tant de peuples sont à la -recherche de leur identité. Eux, ils l'ont depuis longtemps et le problème pour eux c'est de la garder. Ils l'ont gardée.

- Alors, on portera l'appréciation qu'on voudra sur le régime et sur les hommes. En fait, si l'on veut simplifier, la Hongrie d'aujourd'hui reste la Hongrie. Le peuple hongrois un peuple qui est hongrois et la culture hongroise reste une culture hongroise. Bref ce petit peuple reste un exemple dans la volonté de demeurer soi-même. Personnellement, je trouve que quand on ne dispose pas d'une défense ou d'armée puissante, lorsqu'on n'a pas une économie en mesure d'assurer dans tous les domaines des richesses indispensables, même s'il existe des richesses véritables, lorsqu'on n'est pas un pays leader dans aucun domaine de la puissance - j'entends de la puissance - rester un pays authentique, donc leader, dans le domaine de la culture et de la pérennité, c'est un record. Donc je dirai, comme ce fût le cas et ça le reste dans pas mal de domaines, la Hongrie est un pays lorsqu'il y a des compétitions internationales, qui se distingue généralement, qui a même connu de très grandes réussites, qui étonne toujours pour un peuple de - combien ? de dix millions d'habitants peut-être - de même que les champions hongrois ont été ou sont remarquables, de même dans le domaine de la compétition des nations, je crois que c'est un pays record, en tout cas du point de vue que je viens de traiter. C'est autour de cette idée que j'écrirais.\

LE PRESIDENT.- Parmi les différentes questions qui m'ont été posées, est revenue plusieurs fois celle-ci : "Qu'y a-t-il de commun dans les démarches internationales de la Hongrie et de la France ?" Et une question m'a été posée à propos du Prix Nobel. Je répète par -rapport à un Prix Nobel, qu'est-ce que je dirai de particulier par -rapport à l'ensemble des télégrammes qui vont se diriger vers le lauréat, je ne dirai rien d'original. C'est un des terrains sur lesquels nos voix peuvent se rassembler, c'est-à-dire, voyez là le problème de l'Afrique australe à propos duquel a témoigné récemment notre ministre des relations extérieures `Claude Cheysson` qui a participé à une conférence anti-apartheid, voilà un terrain sur lequel nous sommes engagés, c'est-à-dire que nous souhaitons qu'il n'y ait pas - nous voulons - qu'il n'y ait pas de domination raciale et qu'à l'intérieur d'un même pays ou d'un même ensemble, les droits des citoyens soient les mêmes. Que tous soient citoyens et que leurs droits soient les mêmes. A cet égard la désignation de cet évêque prend une signification qui dépasse sa personne, que sa personne mérite, mais qui dépasse sa personne. Et que l'accent ait été mis sur cet aspect des choses, est un des domaines

sur lesquels des pays comme les nôtres peuvent s'accorder aisément.

- Bon, j'aurais pu multiplier les exemples de ce genre, mais ils auraient pu prendre une couleur partisane. C'est vrai que lorsque nous participons, comme invités, aux conférences du groupe Contadora, comme récemment encore à San José au Costa Rica, cela a une signification. Lorsque nous refusons que le conflit Est-Ouest s'inscrive partout où se déroule un conflit, un conflit intérieur dans un pays ou un conflit entre deux pays voisins dans n'importe quelle région du monde, cela est une démarche qui va dans le sens du refus de tout simplifier, comme une sorte d'antagonisme entre deux blocs, il y a de la place en dehors de cela. Et je crois que c'est un des points sur lesquels nos diplomates ont un large champ d'exploration.

- Bien, mesdames et messieurs, je remercie notre invité, d'avoir bien voulu se prêter ici à Paris et à l'Élysée à cette conférence de presse qui a été fort complète et sur laquelle je puis dire que M. le Premier Secrétaire, Janos Kadar s'est exprimé d'une façon que je crois fort intéressante et tout à fait positive.

- Je vais maintenant vous dire au-revoir après vous avoir remercié. Merci mesdames et messieurs.\